

# Des réponses politiques à la violence de la guerre sociale

Après la fermeture de l'usine de Ford de Blanquefort. Jeudi, 23 Août, 2018, Journal L'Humanité  
**Laurent Mérito** Sociologue

La fermeture programmée de l'usine Ford de Blanquefort et son avalisation de fait par un gouvernement qui mime complaisamment l'impuissance mettent en exergue quelques lignes directrices dans la perspective de définir les enjeux politiques qui concernent la classe laborieuse et, notamment, d'interroger la latitude qu'elle s'autorise dans le maniement des instruments de la lutte politique (manifestations, grèves, occupations de lieux de travail, etc.).

Ford est un site qui dégage des bénéfices (ce qui légitime les revendications qui demandent le maintien de l'activité), mais pas suffisamment de profits pour assouvir les objectifs actionnariaux. Sollicité pour arbitrer ce conflit d'intérêts, l'État se donne comme seule latitude d'aménager la prise en compte, d'une part, de la violence sociale consécutive à cette décision unilatérale, inféodé qu'il est à la doxa vénale des actionnaires, « idéologie de la guerre et de la domination planétaire » (Losurdo).

Cette situation est une déclinaison parmi mille autres d'un processus autophage qui se présente idéologiquement sur le registre d'une incantation adressée à la divinité Croissance et à son saint Marché – sorte de loi de la gravitation économique – auxquels sont sacrifiés les travailleur·se·s, ravalé·e·s toujours plus ouvertement au rang d'« instruments vocaux » (Burke) ou de « machines bipèdes » (Sieyès).

Face à cette violence sociale structurelle, les possibilités de luttes politiques sont toujours plus cadenassées par des restrictions de droit massives, au nom notamment de l'état d'urgence, formidable régression des droits fondamentaux s'il en est. Elles sont également fragilisées par les limites de l'organisation de travailleur·se·s de plus en plus précaires sur le plan socio-économique. Elles permettent au mieux de se voir concéder avec mépris des miettes – logique que le documentaire de François Ruffin, *Merci patron*, illustre à merveille, à ses dépens – qui ne compensent jamais l'ampleur du préjudice social lié à la perte d'un emploi (et la somme des préjudices psychosociaux à long terme qu'il génère). Au fond, cela revient, le plus souvent, à se livrer à des barouds d'honneur dont le folklore est de moins en moins légitime socialement du fait des désagréments qu'ils impliquent et dont les bénéfices sont toujours plus chimériques.

Alors, peut-être, viendra le temps où se réorganiseront des espaces politiques au sein desquels les instruments de lutte seront inventoriés sans restrictions indexées sur les interdits de penser idéologiques dominants et les inhibitions policières – la doxa étatique. Ceci afin de rouvrir des perspectives d'usage qui ne confinent pas la lutte politique à un jeu de bac à sable pour enfants turbulents mal dégrossis.